

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 22/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BOSTIK**

Route de Bailly  
B.P. 30 009  
60170 Ribécourt-Dreslincourt

Références : IC-R/538/25-CD/SL  
Code AIOT : 0005101506

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement BOSTIK implanté Route de Bailly BP 30009 60771 Ribécourt-Dreslincourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOSTIK
- Route de Bailly BP 30009 60771 Ribécourt-Dreslincourt
- Code AIOT : 0005101506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement BOSTIK a été créée en 1891. Il est implanté sur la commune de Ribécourt-Dreslincourt dans le département de l'Oise (60) et compte actuellement environ 180 personnes. Il est spécialisé dans la fabrication de colles et d'adhésifs.

Les principales gammes de produits fabriqués sur le site BOSTIK de Ribécourt-Dreslincourt sont :

- les émulsions vinyliques ;
- les colles aqueuses ;
- les colles thermofusibles ;
- les colles solvantées, polyuréthanes, époxy et polyester.

La production est de l'ordre de 55 000 tonnes par an. L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'établissement est classé Seveso seuil haut par application de la règle du cumul pour l'addition des substances ou mélanges sources de dangers pour la santé.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 16/02/0004, article 2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une note d'analyses des scénarii de dispersion toxique de l'acétate de vinyle monomère (AVM) qui vient compléter la notice de réexamen de février 2023.

L'inspection a principalement porté sur la vérification des hypothèses prises par l'exploitant dans la modélisation des différents scénarii identifiés. Des justificatifs explicités dans ce rapport sont attendus de la part de l'exploitant.

En fonction des résultats des vérifications demandées sur les hypothèses de modélisation et de l'existence ou non d'effets toxiques sortant du site Bostik, la notice de réexamen de février 2023 devra être complétée et l'étude de dangers éventuellement révisée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Exploitation des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/0004, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Notice réexamen - utilisation AVM
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [ ... ] - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou

inconvenients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un complément à la notice de réexamen du site référencée HSE-22-001 en date de février 2023.

Il s'agit de la simulation des dispersions toxiques de l'acétate de vinyle monomère (AVM) en date du 9 octobre 2017.

L'exploitant a analysé les conséquences en termes de risques toxiques d'une dispersion de l'AVM. Les seuils de toxicité retenus émanent du document "seuils de toxicité aiguë acétate de vinyle monomère" référencé DRC-18-173968-11762A datant d'août 2022. Les critères de toxicité de l'AVM considérés pour les modélisations sont les valeurs ERPG pour une durée d'exposition d'une heure, à savoir :

- ERPG2 équivalent à des seuils d'effets irréversibles (SEI) = 75 ppm
- ERPG3 équivalent à des seuils d'effets létaux (SEL) = 500 ppm.

Trois phénomènes dangereux ont été identifiés :

- n° 1 : dispersion toxique d'AVM depuis le stockage : fuite d'AVM depuis la cuve de stockage dans la cuvette de rétention avec formation d'un nuage toxique,
- n° 2 : dispersion toxique d'AVM depuis le dépotage : fuite d'AVM lors du dépotage d'un camion avec formation d'une nappe sur le sol,
- n° 3 : dispersion d'AVM depuis le rack alimentant l'atelier : fuite d'AVM le long du rack alimentant l'atelier avec formation d'une nappe sur le sol.

Le phénomène dangereux n°1 n'appelle pas de remarque de la part des installations classées.

S'agissant du phénomène dangereux n°2, l'exploitant explique les hypothèses prises pour la modélisation. L'aire de dépotage est d'une superficie d'environ 140 m<sup>2</sup>. Elle est délimitée par deux caniveaux enterrés, eux-mêmes reliés à deux cuvettes de rétention situées de l'autre côté de la route d'une superficie totale de 26 m<sup>2</sup>. Les vannes de ces deux cuvettes sont en position fermée en permanence.

L'exploitant considère que compte tenu de la pente de l'aire de dépotage et du positionnement du camion sur l'aire de dépotage, une surface d'une nappe d'évaporation d'AVM correspondant à environ un quart de la surface de cette aire est retenue. A cette surface s'ajoutent les cuvettes de rétentions adjacentes, soit une surface totale d'évaporation de 65 m<sup>2</sup>. La visite de terrain a permis de vérifier l'existence de la pente sur l'aire de dépotage et la présence des deux cuvettes. Les hypothèses prises par l'exploitant semblent plausibles.

Selon les hypothèses prises par l'exploitant, à savoir une superficie de nappe d'AVM de 65 m<sup>2</sup>, les zones d'effets toxiques à 1,5 m du sol sont de 161 m pour les SEI et 28 m pour les SEL.

Les plans présents dans le document fourni par l'exploitant ne font pas apparaître les limites de propriété du site. L'exploitant doit définir si ces zones d'effets toxiques sont contenues dans le périmètre ICPE du site. Si ce n'est pas le cas, ce phénomène dangereux doit être évalué en probabilité et gravité afin de pouvoir être intégré dans la grille de criticité définie à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement (**demande de justificatif n°1**).

Pour le scénario n°3 (dispersion toxique depuis le rack alimentant l'atelier), l'exploitant considère un épandage au sol depuis la fuite et prend pour hypothèse une superficie de nappe d'AVM de 20 m<sup>2</sup> maximum. Selon lui, la présence de pente et d'avaloirs reliés au bassin de rétention du site sur les parties imperméabilisées et de pente sur les parties engazonnées suffit à garantir l'évacuation pour avoir une nappe d'une superficie maximum de 20 m<sup>2</sup>. Les constats de terrain, et notamment la présence régulière d'avaloirs, ne sont pas de nature à remettre en cause ces hypothèses. Toutefois, l'exploitant apportera les éléments permettant de justifier la surface maximale retenue (**demande de justificatif n°2**). L'exploitant doit être en capacité de collecter toutes les fuites susceptibles de se produire. Pour éviter de faire pénétrer dans le sol les produits polluants, les zones engazonnées sont à éviter.

De plus, l'exploitant apportera les éléments justifiant que le diamètre de fuite, le débit ou la durée de rejet sont sans incidence sur la dispersion d'AVM (**demande de justificatif n°3**).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de justificatif n°1** : L'exploitant doit définir si ces zones d'effets toxiques du scénario n°2 sont contenues dans le périmètre ICPE du site. Si ce n'est pas le cas, ce phénomène dangereux doit être évalué en probabilité et gravité afin de pouvoir être intégré dans la grille de criticité définie à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement; Dans ce cas, l'étude de danger (EDD) devra être révisée pour que l'étude détaillée des risques (EDR) intègre l'analyse de ce scénario.

**Demande de justificatif n°2** : L'exploitant apportera les éléments permettant de justifier la surface maximale de la nappe d'AVM retenue dans le scénario n°3.

**Demande de justificatif n°3** : Dans le scénario n°3, l'exploitant apportera les éléments justifiant que le diamètre de fuite, le débit ou la durée de rejet sont sans incidence sur la dispersion d'AVM.

**Observation n°1**: L'Inspection invite l'exploitant à mener une réflexion en vue d'imperméabiliser les surfaces actuellement engazonnées et susceptibles d'être impactées par des fuites d'AVM.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois